



Le professeur Antoine Ayoub plaide en faveur d'une quatrième raffinerie de pétrole au Québec.

Une nouvelle raffinerie québécoise serait viable

« Je m'étonne que la Commission Bélanger-Campeau ait consacré autant de temps et de détermination à discuter de l'avenir constitutionnel du Québec sans prendre la peine de s'arrêter un instant sur l'avenir énergétique québécois. »

par DIDIER FESSOU
LE SOLEIL

Ce point de vue, c'est celui de M. Antoine Ayoub, professeur à l'université Laval et spécialiste de grande renommée des questions énergétiques.

Du même souffle il déplore que la mise en valeur du potentiel hydroélectrique québécois mobilise beaucoup de volonté gouvernementale au détriment des autres sources énergétiques.

Au lendemain de la guerre dans le Golfe persique, M. Ayoub est persuadé que le prix du pétrole va rester très stable au cours des prochaines années en se maintenant aux alentours de 20 \$ US le baril. Cette situation devrait permettre au Québec de retrouver les avantages comparatifs qu'il avait il y a quelques années en tant qu'importateur de pétrole brut et exportateur de pétrole raffiné. Ainsi, le Québec pourrait devenir un important centre de raffinage pour desservir le nord-est américain.

Mais pour cela il faudrait deux ingrédients qui font actuellement défaut, note M. Ayoub : une volonté politique et accroître les capacités de raffinage du Québec.

Chaque jour le Québec consomme environ 380 000 barils de pétrole raffiné. Les installations de raffinage d'Ultramar, à Saint-Romuald, et de Petro-Canada et Shell, à Montréal, permettent de raffiner environ 310 000 barils. Le reste provient de l'extérieur du Québec, notamment des raffineries de Sarnia, en Ontario, grâce à l'oléoduc Sarnia-Montréal.

Ce déficit quotidien de 70 000 barils justifierait à lui seul soit l'augmentation de la capacité de production des raffineries d'Ultramar, Shell et Petro-Canada, soit la construction d'une quatrième raffinerie. Cette dernière hypothèse nécessiterait des investissements de 1 milliard \$ pour une raffinerie d'une capacité de 100 000 barils (à titre d'information, 100 000 barils est le seuil de capacité jugé « efficace » par l'industrie).

Au début des années 80, rappelle M. Ayoub, le Québec exportait 60 000 barils de pétrole raffiné par jour tandis que le pétrole albertain répondait à 55 % de ses besoins. Depuis lors quatre importantes raffineries de pétrole à Montréal ont été fermées et démantelées. Aujourd'hui le Québec importe 70 000 barils de pétrole raffiné par jour tandis que le pétrole albertain ne répond plus qu'à un tiers de ses besoins.

Et, prédit M. Ayoub, le pétrole albertain devrait compter de moins en moins dans la consommation québécoise, au point d'entraîner la fermeture de l'oléoduc Sarnia-Montréal.

Il est temps, ajoute M. Ayoub, que les pouvoirs publics se penchent sur ce dossier : en accroissant ses capacités de raffinage, le Québec pourrait redevenir auto-suffisant en pétrole raffiné. Et, en les développant, le Québec pourrait redevenir un exportateur de pétrole raffiné : « Le marché est là et les besoins sont immenses dans le nord-est américain. C'est un dossier aussi important que le développement du potentiel hydroélectrique. »

Le prix du pétrole brut se stabilisera autour de 20 \$

Le pétrole brut se transige aux alentours de 20 \$ US le baril sur les marchés internationaux et ce prix ne devrait pas fluctuer pendant de nombreuses années.

par DIDIER FESSOU
LE SOLEIL

Pourquoi? Deux raisons fondamentales, rappelle le professeur Antoine Ayoub :

— sous la pression de leurs propres producteurs, les États-Unis ne veulent pas que le prix du pétrole diminue trop en-dessous de ce seuil. Un prix trop bas forcerait de nombreux petits producteurs américains à fermer leurs

puits et cela aurait pour conséquence d'augmenter la dépendance énergétique des États-Unis;

— l'Arabie saoudite et les autres pays producteurs du Golfe persique n'ont par contre aucun intérêt à laisser flamber les prix du pétrole sans prendre le risque de tuer leur poule aux oeufs d'or en permettant à d'autres pays producteurs, notamment l'Iran, l'Algérie et le Vénézuéla, de développer leurs propres capacités de production.

Ces deux raisons conjuguées, croit M. Ayoub, expliquent pourquoi le prix du pétrole devrait se maintenir autour de 20 \$ US le baril au cours des prochaines années.

Ce qui constitue une bonne nouvelle pour les économies occidentales puisqu'ainsi elles peuvent tabler sur une certaine stabilité du coût de leurs approvisionnements énergétiques.

En outre, analyse M. Ayoub, la guerre dans le Golfe persique aura permis de constater quatre

facteurs importants :

— l'Arabie saoudite a démontré sa capacité d'augmenter considérablement sa production dans un très court laps de temps;

— les marchés pétroliers (spot, à terme et à option) ont fait la preuve de leur efficacité et de leur très grande souplesse en temps de crise grave;

— l'influence de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole est de plus en plus assujettie aux politiques de modération de l'Arabie saoudite et des autres pays producteurs du Golfe persique;

— la redistribution de la rente pétrolière entre pays arabes riches et pays arabes pauvres reste une « bonne idée » d'un point de vue théorique. Dans la pratique c'est bien différent puisque le Koweït aura besoin de temps et d'argent pour se remettre sur pied tandis que l'Arabie saoudite a contracté de lourdes dettes pour défrayer les coûts de la guerre. Dans ces conditions une redistribution de la rente pétrolière est chose pratiquement exclue pour le moment.

Quant aux flambées du prix du

pétrole observées peu avant le déclenchement de la guerre contre l'Irak, elles s'expliquent uniquement par des raisons psychologiques, assure M. Ayoub : « C'est une réaction normale du marché. Rien de plus. »

Les pays producteurs de la région du Golfe persique détiennent 70 % des réserves mondiales connues de pétrole. Et, hors taxes, c'est là que le pétrole coûte le moins cher à extraire : 1 \$ US le baril, comparativement à 5 \$ dans la mer du Nord et au Mexique, 9 à 14 \$ aux États-Unis et un peu plus de 14 \$ au Canada.